



DÉCISION
DES INSTANCES DISCIPLINAIRES

Les décisions publiées au présent Bulletin sont susceptibles de recours
en application des dispositions du Code des Courses au Galop

DECISION DES COMMISSAIRES DE FRANCE GALOP
POMPADOUR – 10 AOUT 2025 – PRIX LE MOUTARD

Les Commissaires de France Galop, agissant en qualité de juges d'appel conformément aux dispositions des articles 218, 232, 233 et 234 du Code des Courses au Galop ;

Saisis de courriers des entraîneurs Sandrine GAVILAN et William WALTON interjetant appel de la décision des Commissaires de courses d'avoir déclaré respectivement le poulain ORLY et le hongre ALEXEI non-partants ;

Après avoir dûment appelé l'entourage des chevaux ORLY et ALEXEI à se présenter à la réunion du 10 septembre 2025, reportée au 1^{er} octobre 2025 à la demande du conseil de Mme Sandrine GAVILAN, pour l'examen contradictoire de ces appels et leur avoir mentionné qu'ils avaient le droit de ne pas adresser d'explications ;

Après avoir constaté la non-présentation des intéressés à l'exception du conseil de l'entraîneur Sandrine GAVILAN et de M. José GAVILAN, accompagné d'une stagiaire, pris connaissance des éléments du dossier, notamment de la décision des Commissaires de courses, du film de contrôle, des explications des appelants et des jockeys Anaëlle MEKOUICHE et Guillaume GUEDJ-GAY et des déclarations du conseil de l'entraîneur Sandrine GAVILAN et de M. José GAVILAN, étant observé qu'il lui a été proposé de relire la retranscription écrite de ses déclarations orales, possibilité non utilisée ;

Ces appels sont recevables sur la forme ;

Après en avoir délibéré sous la présidence de M. Nicolas LANDON ;

Sur le fond ;

Vu le courrier électronique doublé d'un courrier recommandé du 13 août 2025 de l'entraîneur Sandrine GAVILAN mentionnant notamment :

- que les Commissaires de courses ont affirmé que le cheval ORLY aurait parcouru 1.000 mètres avant le départ effectif, alors qu'une estimation réaliste constatée sur place montre qu'il a parcouru environ 700 mètres, soit un effort tout à fait récupérable pour un poulain de 3 ans préparé en conséquence ;
- qu'aucune consultation de l'entourage du cheval n'a été effectuée ni aucun examen de l'état physique du cheval avant cette décision unilatérale qui semble constituer une erreur manifeste d'appréciation ;
- une demande une réévaluation de la décision, une compensation financière à hauteur du prix de la course, la transmission des éléments ayant conduit à la décision (vidéos, témoignages, chronométrages) ;
- que dans d'autres disciplines comme le trot, les chevaux effectuent plusieurs *heats* avant les courses sans être écartés et qu'un traitement similaire et équitable doit s'appliquer ;
- que le faux départ a été donné alors que les chevaux étaient en position de départ, ce qui semble être une erreur de gestion de la part du starter ou des Commissaires, et que ce jour-là aucun départ des courses de plat n'a été pris sans un faux départ laissant entendre qu'une erreur systématique a eu lieu dans l'organisation de la réunion ;

Vu le courrier électronique doublé d'un courrier recommandé du 13 août 2025 de l'entraîneur William WALTON mentionnant notamment :

- que le hongre ALEXEI était monté par Anaëlle MEKOUICHE et s'est rendu au départ dans le calme, sans être emmené en main, ni avoir à bénéficier du bonnet rouge ;
- que le starter a donné le départ à l'élastique dans les conditions prévues au programme et qu'après un laps de temps important, alors que l'ensemble du peloton était bien parti, le starter a déclaré un faux départ pour des raisons inexpliquées par les Commissaires ;
- qu'il n'y avait aucun homme de piste à 100 mètres du départ, comme il est prévu par le Code, pas eu de drapeau rouge (auxquels les jockeys sont habitués) et que le déclenchement de la sirène a été très tardif ;
- que la course se déroulant sur 1200 mètres les chevaux sont partis « bon train », que les deux chevaux de tête ont été arrêtés par leurs jockeys respectifs au bout de « 6 à 700 » mètres environ ;
- qu'après interrogation de son jockey et de celui de ORLY, ils lui ont déclaré qu'ils revenaient tranquillement au départ au pas pour remettre les chevaux dans le calme et que les

- chevaux n'étaient pas essoufflés et en état de courir et qu'il a donc été stupéfait d'entendre qu'ils étaient déclarés non-partants ;
- qu'il s'est rendu auprès des Commissaires, lesquels lui ont répondu que les chevaux avaient parcouru 1.000 mètres au moment où ils ont été arrêtés et que la chaleur était dangereuse pour eux s'ils recouraient ;
 - l'article 160 alinéa 1 et la recevabilité de l'appel ne portant pas contre la décision du juge au départ, mais contre celle de déclarer le cheval ALEXEI non-partant ;
 - plusieurs éléments incitant à réformer la décision : la défaillance du système du faux départ, l'absence de drapeau, l'ordre tardif du starter, le déclenchement très tardif de la sirène (pour une course d'une longueur de 1.200 mètres) qui vont à l'encontre de l'article susvisé ;
 - que la distance parcourue par les chevaux de tête doit être au plus de 700 mètres, bien loin des 1.000 mètres décrits par les Commissaires ;
 - le descriptif de l'hippodrome du site de la Société des Courses selon lequel « *La piste de plot est en sable. Elle est longue de 2.000 mètres environ et large de 12 mètres. La ligne droite est longue de 300 mètres et on court corde à droite.* », ajoutant que si son cheval avait parcouru 1.000 mètres, il aurait dû se trouver à l'entrée de la ligne droite quand il a été arrêté alors que sur le film de contrôle il en était loin ;
 - contester l'estimation des Commissaires selon lesquels les chevaux étaient manifestement hors d'état de défendre leur chance considérant que du haut de la tribune il paraît difficile d'établir un tel jugement et qu'aucun Commissaire ne s'est rendu sur la piste pour étayer son jugement, qu'il n'a pas été fait appel au vétérinaire de garde et que le juge au départ n'a pu constater l'état des chevaux, ceux-ci ayant été déclarés non-partants avant qu'ils ne soient visibles par l'équipe chargée du départ ;
 - que les jockeys ont été surpris de la décision alors qu'il se rendaient au départ et considèrent l'interprétation de leur déclaration abusive et qu'il semble qu'il y ait eu un problème au départ sur l'ensemble de la réunion, les trois courses de plat ayant fait l'objet d'une reprise du départ ;
 - que la situation de canicule qui ne lui semble pas recevable, l'horaire des courses ayant été avancé et les Commissaires ayant laissé courir une épreuve de cross de 4.500 mètres, plus éprouvante « 3/4 d'heure » avant ;
 - que son cheval était en parfait état pour défendre ses chances et a la capacité de figurer dans ce type de lots ayant obtenu un accessit dans un lot supérieur sur une distance équivalente (1.100 mètres à l'hippodrome de LA TESTE le 27 juin 2025) ;
 - un préjudice financier lié à la perte d'opportunité d'achat d'une part du cheval et d'une allocation ;
 - que la déclaration de non-partant lui ferme les droits aux indemnités kilométriques, faisant observer que la distance entre son centre d'entraînement et l'hippodrome de Pompadour est de 516 kilomètres aller-retour ;
 - qu'il demande de déclarer non conforme la décision des Commissaires de courses déclarant non portant le cheval ALEXEI, de rétablir l'entourage du cheval dans ses droits et de compenser les préjudices décrits ;

Vu le courrier électronique du jockey Guillaume GUEDJ-GAY reçu le 1^{er} septembre 2025, complétant un courrier recommandé du 31 août 2025, mentionnant notamment que :

- le cheval ORLY aurait dû participer à l'épreuve, que le départ donné dans de bonnes circonstances n'aurait pas dû être repris, puisque le 1^{er} starter qui a demandé de « voler » et de descendre a prononcé « GO », que tous les participants étaient bien en ligne à leur place et que malgré cela le 2^{ème} starter a annoncé « FAUX DEPART », ce qui l'a surpris ;
- ORLY était favori, s'est élancé comme d'habitude très rapidement et qu'il n'a pu l'arrêter directement, les chevaux adeptes des courtes distances étant coutumiers du fait ;
- la déclaration de non-partants sans solliciter l'avis de l'entraîneur l'a également surpris ;
- aux balances, les Commissaires ont déclaré que le départ aurait dû être validé au 1^{er} essai ;
- qu'ORLY aurait devancé HURLEVENT s'il avait participé à la course, l'ayant devancé de 6 longueurs le 31 août, lors du Prix DENIS DESPORT à POMPADOUR ;

Vu les courriers électroniques de la jockey Anaëlle MEKOUCHE des 1^{er} et 30 septembre 2025, mentionnant notamment :

- qu'ALEXEI a été injustement déclaré non-partant ;
- qu'un faux départ a été repris sans raison valable, l'ensemble des concurrents étant en ligne, le départ ayant été validé avec l'élastique lâché, et que l'annonce du faux départ a

- été faite après le lancement des chevaux entraînant un arrêt tardif d'autant plus problématique qu'il s'agissait de chevaux spécialistes des courtes distances ;
- que suite au faux départ, elle a immédiatement arrêté le cheval avant le rond de présentation et qu'ils ont effectué approximativement 500 mètres de courses, ajoutant avoir été surprise de la déclaration de non-partant, sans examen vétérinaire ni explication des Commissaires ou starters, ni décision de l'entraîneur informé qu'au retour aux balances ;
- qu'au bureau des Commissaires, il leur a été confirmé que le départ aurait dû être validé dès le premier essai ;
- que son cheval aurait pu participer à la course après son retour au calme ;

Vu le courrier du conseil de l'entraîneur Sandrine GAVILAN et de M. José GAVILAN du 30 septembre 2025, accompagné de ses pièces jointes, mentionnant notamment :

- critiquer la décision du juge au départ quant au faux départ alors que les 8 chevaux avaient bien pris le départ en ligne et à leur place comme en témoigne Guillaume GUEDJ-GAY et la vidéo de la course et que les autres courses de plat ont également subi un faux départ ;
- qu'à l'annonce du faux départ, les jockeys ont dû reprendre les chevaux partis au galop et s'arrêter plus loin, certains rapidement et d'autres comme ORLY dans les 500 mètres qui ont suivi, mais avant le début de la ligne droite, ajoutant qu'ils ont fait demi-tour pour reprendre le départ et reprenant les explications du jockey Guillaume GUEDJ-GAY ;
- qu'en repartant vers le départ, ils ont reçu instructions de quitter la piste et on leur a indiqué que les Commissaires s'opposaient à ce qu'ils reprennent le départ ;
- l'article 160 I. du Code relatif à la décision du juge du départ insusceptible de recours devant les instances de France Galop et sollicitant que les Commissaires de France Galop confirment ou infirment cette disposition ;
- l'article 160 IV. précisant que les Commissaires de courses peuvent déclarer un cheval non-partant dès lors que ce dernier ne s'est pas élancé pour prendre part à la course et que le juge du départ a validé ce départ, et que cette disposition n'est pas applicable les chevaux s'étant élancés ;
- l'article 207 du Code et le suivant relatif aux procédures d'enquête et de réclamations, indiquant qu'avant de statuer, les Commissaires de courses peuvent toujours ouvrir une enquête d'office ;
- que les jockeys expliquent qu'à l'issue de la course, ils ont été convoqués chez les Commissaires qui auraient reconnu que le premier départ n'aurait pas dû être invalidé et qu'interrogés, ils ont indiqué qu'il s'agissait de chevaux habitués à partir vite, car courant sur de distances relativement courtes et que tous ont pris le départ en même temps ;
- que la ligne droite fait plus de 350 mètres, que les deux jockeys sont formels en indiquant qu'ils se sont arrêtés bien avant la ligne droite, qu'ils n'ont pas pu parcourir 1.000 mètres et n'ont eu de cesse de tenter de stopper leur partenaire, ajoutant que l'allure était forcément ralentie et que la distance parcourue peut correspondre à celle de chevaux se rendant au départ sans être déclarés non-partants ;
- une décision sans consultation de l'entourage qui s'en plaint, ayant fait l'effort de se déplacer ;
- que l'intérêt des parieurs est d'avoir des partants, que la course ne s'est recourue qu'avec 6 partants et que le 10 août le cheval a recouru 1.600 mètres, confirmant sa capacité, ajoutant qu'il a battu de 6 longueurs celui qui a remporté l'épreuve et qu'il aurait donc pu défendre ses chances et être classé à l'arrivée ;

Vu les courriers de procédure, notamment ceux du 25 septembre 2025 transmettant les vues du film de la course ;

En séance, le conseil de l'entraîneur Sandrine GAVILAN et de M. José GAVILAN a repris les termes de son courrier et ajouté :

- avoir tenté d'obtenir des attestations, mais que les gens ne se souvenaient plus ;
- qu'elle ne discute pas l'invalidation du départ de l'article 160 du Code, s'agissant d'une mesure technique insusceptible de recours ;
- qu'une fois informés du faux départ, 5 ou 6 jockeys étaient concernés, qu'il y a eu un doute et qu'ils ont mis un peu plus de temps pour s'arrêter, mais dans un délai raisonnable, qu'ils se sont arrêtés au milieu du tournant, avant la ligne droite, et les jockeys concernés ont fait demi-tour ;

- qu'il a peu d'éléments au dossier et que tout en reconnaissant les difficultés de l'activité des Commissaires, un minimum de concertation aurait été nécessaire, que l'intérêt des parieurs est invoqué, mais que personne n'a été interrogé et à supposer que les jockeys aient parcouru 1.000 mètres, ils l'ont fait en cherchant à arrêter les chevaux, sans courir à une allure de course, qu'il y a eu précipitation des Commissaires et une erreur d'appréciation ;
- qu'il y a des difficultés sur les vidéos de la réunion qu'ils n'ont pas eues, que les professionnels sanctionnés auraient dû être consultés ou faire l'objet d'une note afin de demander à l'entraîneur ou son représentant de décider s'il voulait que son cheval coure, étant responsable du cheval à l'égard du propriétaire ou des parieurs, mais qu'ils ont eu l'impression d'être écartés de la décision pour une distance un peu supérieure à celle parcourue par d'autres chevaux ;

M. Nicolas LANDON a rappelé les distances mentionnées par les Commissaires de courses et les jockeys, en indiquant que les chevaux avaient au minima parcouru 500 mètres de courses et qu'ils auraient donc eu des conditions difficiles de courses au regard de la distance du parcours ;

Le conseil a reconnu qu'il s'agissait en effet de conditions un peu stressantes ;

M. Nicolas LANDON a indiqué que les Commissaires de courses se sont prononcés au regard de l'article 158 du Code qu'il a relu en séance, notamment son § III, M. Robert FOURNIER SARLOVEZE précisant que le départ n'était quand même pas très « beau » ;

L'intéressé a indiqué ne rien avoir à ajouter à la suite d'une question posée en séance par le Président en ce sens ;

Vu les dispositions de l'article 158, 160, 213, 230, 231 et 234 du Code des Courses au Galop et les éléments du dossier ;

Sur le fond :

Les textes applicables

L'article 160 dudit Code précise que le juge du départ décide de la validité du départ. La décision du juge du départ étant une mesure technique, elle est insusceptible de recours devant les instances de France Galop, ce que mentionne d'ailleurs le conseil susvisé ;

L'article 158 III du Code des Courses au Galop mentionne quant à lui que les Commissaires de courses peuvent décider qu'un cheval ne prendra pas part à la course, dès lors qu'ils estiment (...) que l'incident dont il a été victime avant le départ sont de nature à l'empêcher d'être en état de défendre ses chances dans la course ;

L'article 207 dudit Code prévoit enfin que les Commissaires de courses doivent assurer l'organisation de la réunion, le contrôle des opérations et de la régularité des courses, en application des dispositions des articles 127 à 204 du présent Code. Ils peuvent à ce titre prendre les dispositions et les décisions leur paraissant les plus appropriées pour régler un problème d'organisation ou une situation particulière non prévue par le présent Code ;

Rappel du procès-verbal de la course

« Les Commissaires ont autorisé le poulain ORLY et la pouliche MOLIONEPHY à être munis d'un bonnet antibruit de couleur rouge pour être présentés au public, ces derniers étant retirés derrière les élastiques de départ. A l'issue du premier faux départ, les Commissaires ont déclaré non-partants le poulain ORLY et le hongre ALEXEI. Les poulains ayant effectués 1000 mètres du parcours, les Commissaires ont estimé qu'ils n'auraient manifestement pas été en mesure de défendre leurs chances. Lors de l'audition des jockeys Guillaume GUEDJ-GAY et Annaelle MEKOUCHE, ceux-ci nous ont informé qu'ils n'avaient pas pu arrêter leurs chevaux plus tôt » ;

I. A titre préliminaire, sur la validité du départ

Concernant les arguments relatifs aux conditions techniques du départ qui permettraient d'infirmer la décision des Commissaires de courses, il sera rappelé, ainsi que les appelants le précisent eux-mêmes, que la validité du départ est décidée par le juge du départ et le Code et qu'il s'agit en effet selon l'article 160 susvisé d'une mesure technique insusceptible de recours devant les instances de France Galop, étant observé que les Commissaires de courses n'ont pas estimé qu'il y a eu une quelconque fausse manœuvre de la part du juge du départ ;

II. Sur l'appréciation de la décision de non-partant prise par les Commissaires de courses

Il ressort des seuls éléments du dossier mis à la disposition des Commissaires de France Galop que les Commissaires de courses ont décidé que le poulain ORLY et le hongre ALEXEI ne prendraient pas part à la course, au regard de leur situation et des efforts qu'ils avaient déjà produits, le procès-verbal de course étant motivé en ce sens en ce qu'il précise notamment que :

- les poulains avaient effectué 1000 mètres du parcours ;
- les jockeys Guillaume GUEDJ-GAY et Anaëlle MEKOUICHE ont expliqué ne pas avoir pu arrêter les chevaux ;
- les Commissaires ont estimé que les chevaux n'auraient manifestement pas été en mesure de défendre leurs chances ;
- étant observé, concernant le poulain ORLY, qu'il avait été muni d'un bonnet antibruit pour être présenté au public avant d'être retiré derrière les élastiques de départ ;

Lesdits Commissaires ont ainsi apprécié la situation en se prononçant au vu de leurs motivations au regard des caractéristiques de la course et du bien-être équin, de la distance parcourue par les chevaux en cause et de leur aptitude en course ce jour-là et sur ce parcours très court nécessitant beaucoup de vivacité pour être compétitifs mentionnant, en outre, avoir entendu les explications des jockeys Guillaume GUEDJ-GAY et Anaëlle MEKOUICHE les ayant montés et qui ont reconnu avoir effectué une bonne partie du parcours et avoir eu du mal à arrêter leurs chevaux qui produisaient donc leurs efforts ;

Il sera relevé que lesdits jockeys ont en tout état de cause été dûment convoqués en appel, afin de respecter le principe du contradictoire, la présente instance d'appel permettant d'examiner de nouveau la situation et la décision de non-partant contestée en ayant entendu toutes les parties concernées ;

Il résulte ainsi des éléments du dossier qu'en appel les Commissaires de France Galop ne disposent pas d'éléments probants complémentaires permettant de remettre en question la décision des Commissaires de courses en ce qu'elle serait non conforme au Code des Courses au Galop ;

Les appelants ne communiquent en effet pas de vidéo, pièces et témoignages objectifs émanant d'autres personnes que celles de l'entourage des chevaux ayant été déclarés non-partants ;

En outre, le film de contrôle ne permet notamment pas de vérifier précisément la distance parcourue par les chevaux avant qu'ils ne s'arrêtent ;

Il convient d'insister sur le fait qu'il s'agissait d'une course de 1.200 mètres et que si les appelants soutiennent que les chevaux auraient parcouru environ 700 mètres dans leurs courriers d'appel et la jockey Anaëlle MEKOUICHE 500 mètres, les chevaux avaient donc a minima parcouru plus de 40% de la distance de la course, de sorte que les Commissaires de courses ont pu considérer qu'ils n'auraient manifestement pas été en mesure de défendre leurs chances de manière suffisamment appropriée ;

Les Commissaires de courses ont ainsi usé de leur pouvoir d'appréciation et de décision, indépendamment de tout autre usage éventuellement pratiqué dans d'autres disciplines hippiques et nonobstant des situations de courses intervenues à d'autres dates et sur d'autres hippodromes ;

Le Code des Courses au Galop octroie aux Commissaires de courses qui ont passé un examen et sont dûment agréés la compétence de prendre les dispositions et les décisions leur paraissant les plus appropriées pour régler un problème d'organisation ou une situation particulière non prévue par le présent Code ;

Les Commissaires de courses sont en effet garants de la régularité des courses et ont pris une décision au vu de leurs motivations protectrices du bien-être des deux chevaux en cause, estimant qu'ils n'étaient pas en mesure de défendre leurs chances correctement, ce qui apparaît être une décision cohérente avec les considérations de bien-être animal, de respect du parieur ainsi que de l'image des courses ;

A toutes fins utiles, il sera rappelé qu'il n'entre pas dans les pouvoirs des instances disciplinaires de France Galop de statuer sur d'éventuel préjudice financier qui résulterait de l'issue d'une course ;

Pour l'ensemble de ces raisons, les Commissaires de France Galop ne disposent pas d'éléments probants et complémentaires en appel leur permettant d'affirmer que les Commissaires de courses ont pris une décision non conforme au Code des Courses au Galop ;

Il convient donc de maintenir cette décision qui apparaît suffisamment motivée ;

PAR CES MOTIFS

Décident :

- de déclarer recevables les appels interjetés par les entraîneurs Sandrine GAVILAN et William WALTON ;
- de maintenir la décision des Commissaires de courses.

Paris, le 6 octobre 2025

M. R. FOURNIER SARLOVEZE - M.G. HOVELACQUE - M. N. LANDON